

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

**HANDELINGEN VAN DE
OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN**

23/02/1999

C 746 Buitenlandse Betrekkingen

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

**ANNALES DES
RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION**

23/02/1999

C 746 Relations extérieures

Sommaire

Mardi 23 février 1999

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES - C 746

Question orale de M. André du Bus de Warnaffe au ministre des Affaires étrangères sur "le fonctionnement du Tribunal pénal international pour le Rwanda" (n° 1893)

orateurs : MM. **du Bus de Warnaffe, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Interpellation de M. Lode Vanoost au ministre des Affaires étrangères sur "l'exécution imminente de l'activiste nord américain des droits de l'homme Mumia Abu-Jamal et la politique du gouvernement belge concernant l'abolition de la peine de mort à l'étranger" (n° 2229)

orateurs : MM. **Vanoost, Derycke**, ministre des Affaires étrangères, Mme **Verhoeven**

Motion

Questions orales jointes de :

- M. Hugo Van Dienderen au ministre des Affaires étrangères sur "l'affaire Pinochet et la Cour internationale de Justice" (n° 1959)

- M. Jacques Lefevre au ministre des Affaires étrangères sur "l'affaire Pinochet et la Cour internationale de Justice" (n° 1977)

orateurs : MM. **Van Dienderen, Lefevre, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Lode Vanoost au ministre des Affaires étrangères sur "le dirigeant du Fretilin Xanana Gusmao et sur l'évolution du Timor oriental" (n° 1973)

orateurs : MM. **Vanoost, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Lode Vanoost au ministre des Affaires étrangères sur "l'implication possible d'une entreprise située en Belgique dans un trafic d'armes au bénéfice des rebelles angolais de l'Unita via l'Afrique du Sud" (n° 1974)

orateurs : MM. **Vanoost, Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Question orale de Mme Suzette Verhoeven au ministre des Affaires étrangères sur "les projets 'Lingua'" (n° 2000)

orateurs : Mme **Verhoeven**, M. **Derycke**, ministre des Affaires étrangères

Inhoud

Dinsdag 23 februari 1999

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN - C 746

Mondelinge vraag van de heer André du Bus de Warnaffe aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de werking van het Internationaal Tribunaal voor Ruanda" (nr. 1893)

sprekers : de heren **du Bus de Warnaffe, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

Interpellatie van de heer Lode Vanoost tot de minister van Buitenlandse Zaken over "de nakende terechtstelling van de Noord-Amerikaanse mensenrechtenactivist Mumia Abu-Jamal en het beleid van de Belgische regering voor de afschaffing van de doodstraf in het buitenland" (nr. 2229)

sprekers : de heren **Vanoost, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken, mevrouw **Verhoeven**

Motie

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer Hugo Van Dienderen tot de minister van Buitenlandse Zaken over "de zaak Pinochet en het Internationaal Gerechtshof" (nr. 1959)

- de heer Jacques Lefevre tot de minister van Buitenlandse Zaken over "de zaak Pinochet en het Internationaal Gerechtshof" (nr. 1977)

sprekers : de heren **Van Dienderen, Lefevre, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Lode Vanoost aan de minister van Buitenlandse Zaken over "Fretilin-leider Xanana Gusmao en over de evolutie in Oost-Timor" (nr. 1973)

sprekers : de heren **Vanoost, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Lode Vanoost aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de mogelijke betrokkenheid van een in België gelegen bedrijf bij wapensmokkel naar Unita-rebellen in Angola via Zuid-Afrika" (nr. 1974)

sprekers : de heren **Vanoost, Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van mevrouw Suzette Verhoeven aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de Lingua-projecten" (nr. 2000)

sprekers : mevrouw **Verhoeven**, de heer **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken

COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 23 FÉVRIER 1999

PRÉSIDENCE de
M. Duquesne

La séance est ouverte à 14.35 heures.

COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSdag 23 FEBRUARI 1999

VOORZITTER :
De heer Duquesne

De vergadering wordt geopend om 14.35 uur.

Question orale de M. André du Bus de Warnaffe au ministre des Affaires étrangères sur "le fonctionnement du Tribunal pénal international pour le Rwanda" (n° 1893)

Mondelinge vraag van de heer André du Bus de Warnaffe aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de werking van het Internationaal Tribunaal voor Ruanda" (nr. 1893)

Le **président** : La parole est à M. André du Bus de Warnaffe.

M. **André du Bus de Warnaffe** (PSC) : Monsieur le président, en date du 24 juillet 1998, le Sénateur Anciaux a posé une question au gouvernement sur la collaboration concrète de notre pays avec le tribunal d'Arusha.

Dans sa réponse, le gouvernement nous a appris que cette collaboration se traduisait à la fois par une aide financière et la mise à la disposition d'avocats. Notre pays est en effet, après les Pays-Bas, le deuxième contributeur au fonds d'affectation spécial du tribunal grâce à une contribution s'élevant à 82 millions de francs. Tout cela indique l'importance que la Belgique accorde à la lutte contre l'impunité dans la région des Grands lacs et aux efforts entrepris pour briser le cycle de la violence.

La lecture du rapport d'Amnesty International sur le tribunal criminel international pour le Rwanda nous a permis de découvrir les difficultés logistiques et structurelles nées lors de la mise sur pied de ce tribunal et la coopération progressive entre les Etats,

africains en particulier, afin que les personnes recherchées aient moins de chance de trouver refuge à l'étranger. Nous avons pu aussi constater que ce tribunal fonctionne bien malgré les nombreux obstacles. Des procès sont en cours, des jugements ont déjà été rendus.

Ainsi que le rapporte Amnesty International, le tribunal représente une avancée capitale dans le sens de la création d'un tribunal criminel international permanent. Le travail du tribunal créera donc des précédents et renforcera le caractère juste et équitable du processus judiciaire dans le monde entier. Nous pouvons nous réjouir de ce que la Belgique participe de cette façon à la mise sur pied et au fonctionnement de ce tribunal.

Cela étant, dans son rapport, Amnesty International attire notre attention sur six préoccupations que je vais vous citer pour mémoire.

La première a trait au délai raisonnable. En effet, une série d'accusés sont en détention depuis plus de trente mois et quelques uns risquent de passer des années en détention avant que leur procès arrive à terme ce qui, en vertu du droit international, menace le fait qu'ils puissent être jugés dans un délai raisonnable. Le tribunal est évidemment responsable de certains des retards constatés.

La deuxième préoccupation a trait au programme de protection des témoins qui manque de solidité et d'expérience. Les témoins peuvent être mis en danger et craindre de témoigner, ce qui constitue une menace pour la justice.

Troisième préoccupation, aucun Etat, africain ou non, n'a accepté de permettre à des témoins qui ne peuvent rentrer en toute sécurité au Rwanda de se réinstaller dans leur pays ou d'y être protégés.

Quatrième préoccupation, les requêtes ou les demandes d'ordonnance subissent des retards inacceptables. Par exemple, une requête d'urgence demandant une protection pour des témoins a subi de tels retards qu'elle n'avait plus de raison d'être puisque le camp de réfugiés où avaient été rassemblés les témoins avait été attaqué et que ces derniers avaient été dispersés.

Cinquième préoccupation, dans une série de cas, il n'a pas été tenu compte des normes internationales et des règles de procédure du tribunal ce qui a mis en péril les droits des détenus et créé de dangereux précédents.

Enfin, sixième préoccupation, nous sommes en absence d'une stratégie adaptée ou cohérente de diffusion d'informations destinées au public, ce qui est dangereux et troublant. En effet, certains documents relatifs au procès qui devraient être à la disposition du public ne le sont pas et, dans certains cas, le bureau du greffe du tribunal a diffusé des documents dans lesquels figuraient des noms de témoins que le tribunal avait ordonné de tenir secrets.

Bien entendu, ces différents problèmes sont du ressort, à titre individuel ou de façon partagée, du président du tribunal ou des autres juges, mais il est également de la responsabilité des Nations unies et des Etats qui contribuent à l'installation et au financement du tribunal international.

J'aimerais donc connaître le bilan que vous faites depuis la création du tribunal international en 1995, d'une part, et, d'autre part, les suites que le tribunal a déjà apportées aujourd'hui aux préoccupations émises par Amnesty International. De façon plus particulière, j'aimerais connaître votre position à propos d'une tentative ayant visé à empêcher un avocat belge de rencontrer son client à Arusha. Ce client se serait vu imposer un avocat qui lui était inconnu. Par ailleurs, l'avocat belge se serait vu opposer un refus, de la part du greffe, de l'inscrire dans la liste des défenseurs commis d'office. Le bâtonnier de l'Ordre des avocats a porté plainte auprès du président du Tribunal d'Arusha, il en a informé le ministre de la justice ainsi que vous-même. Cette plainte souligne le caractère non fondé de la mesure confidentielle d'exclusion. Qu'en est-il aujourd'hui ? Quelles démarches le ministre des affaires étrangères a-t-il entreprises ?

En outre, d'après une information qui m'est parvenue récemment, il semblerait que le client en question aurait fait part au président du tribunal de son intention de ne pas bénéficier de la présence d'un avocat.

Le président : La parole est au ministre.

M. Derycke, ministre des Affaires étrangères : j'ai l'honneur de faire savoir à notre collègue que mon département a en effet reçu, pour information, copie d'une lettre adressée au tribunal pénal international pour le Rwanda par le bâtonnier de l'Ordre des avocats concernant la plainte introduite par un avocat belge auprès du président de ce tribunal.

J'ai fait demander des éclaircissements par notre Ambassade à Dar Es Salaam. Il apparaît que la mesure prise à l'encontre de l'avocat cité résulte d'une décision prise par le tribunal lui-même le 31 octobre 1996. Par conséquent il est pratiquement impossible que le gouvernement belge puisse mettre en cause une telle décision. Je reviendrai sur ce point.

Dans les tribunaux ad hoc des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, les droits de la défense sont garantis par les statuts et les règlements de procédure et de preuve de ces tribunaux.

Le système d'assistance judiciaire du Tribunal pénal international est principalement régi par la directive relative à la commission d'office de conseils de défense, comparable à notre système d'avocats pro deo. Adoptée initialement le 9 janvier 1996, cette réglementation a été amendée à plusieurs reprises pour tenir compte de l'expérience du tribunal pénal international en la matière. Les plus récentes modifications à ces règles de procédure ont été introduites au mois de novembre 1998 alors que, suite aux demandes de plusieurs inculpés, le choix d'un avocat pro deo, initialement limité à six noms, a été étendu à tous les candidats avocats pro deo retenus par le tribunal pénal international, soit une centaine.

Ces avocats ont été retenus sur la base de critères tels que la connaissance de la langue française et/ou anglaise ainsi que la connaissance des deux systèmes légaux applicables, à savoir le système continental et le système anglo-saxon.

Les règles de procédure prévoient notamment qu'un avocat ne peut défendre deux ou plusieurs inculpés et qu'un avocat déclassé dans une affaire ne pourra être engagé dans une nouvelle affaire. Cette mesure semble en effet avoir été appliquée dans le cas envisagé.

Conformément à l'article 32 du statut du tribunal pénal international, le président du tribunal présente chaque année un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU ainsi qu'à son assemblée générale. Lors de la discussion de ce rapport, les règles de procédure en matière de désignation d'avocats pro deo n'ont pas fait l'objet de remarques et ont été jugées satisfaisantes quant au respect des droits de la défense. Les modifications susmentionnées concernant l'extension du choix des inculpés d'une liste restreinte d'avocats à la totalité des avocats accrédités sont de nature à renforcer encore la protection de ces droits.

Enfin, en ce qui concerne l'accessibilité des avocats belges, il faut noter, de l'avis même du tribunal, qu'il existe une excellente collaboration entre plusieurs avocats belges et le tribunal pénal international. Le tribunal voudrait d'ailleurs développer davantage ces relations et continue à informer les barreaux de la possibilité, pour leur membres, de soumettre des candidatures.

Enfin, en ce qui concerne les six préoccupations émises par Amnesty International, je pense que nous devons nous en référer à nouveau à l'assemblée des Nations unies. Cela ne veut pas dire qu'il ne faudrait pas intervenir si les problèmes subsistaient. Cela étant, tous les membres ici présents connaissent les grandes difficultés que nous avons rencontrées au début en ce qui concerne le financement et même la continuation du tribunal pénal international.

La situation me semble donc satisfaisante dans l'ensemble. Evidemment si l'on pouvait développer plus rapidement le projet du tribunal pénal international, dans l'enceinte même des Nations unies, cela diminuerait les difficultés et les contraintes que nous connaissons actuellement en la matière pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie et, demain, peut-être, pour le Kosovo.

Le président : La parole est à M. André du Bus de Warnaffe.

M. André du Bus de Warnaffe (PSC) : Monsieur le président, je remercie le ministre pour les éléments techniques qu'il vient de me communiquer en ce qui concerne les critères de sélection des avocats.

J'ai été également sensible au fait que, dans son rapport annuel, les règles de procédure n'ont pas été identifiées ou évoquées. Par contre, je reste inquiet en ce qui concerne les délais raisonnables. En effet, si l'on attend encore la remise du rapport annuel prochain, cela aurait tendance à allonger le "délai raisonnable". N'y aurait-il donc pas une procédure d'urgence à faire valoir en cette matière ?

M. Derycke, ministre : Je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites mais ce problème est double. Il ne s'agit pas uniquement des personnes qui sont présumées devoir être jugées par le tribunal pénal international pour le Rwanda; il faut également penser aux cent mille prisonniers qui sont encore actuellement au Rwanda et qui n'ont aucun espoir. Cela étant dit, la Belgique peut continuer à apporter des aides financières pour permettre au tribunal de fonctionner. En outre, plus les avocats mis à la disposition par nos barreaux seront nombreux, plus les choses avanceront rapidement.

Ce problème est préoccupant, je suis d'accord avec vous.

Le **président** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Interpellatie van de heer Lode Vanoost tot de minister van Buitenlandse Zaken over "de nakende terechtstelling van de Noord-Amerikaanse mensenrechten-activist Mumia Abu-Jamal en het beleid van de Belgische regering voor de afschaffing van de doodstraf in het buitenland" (nr. 2229)

Lode Vanoost au ministre des Affaires étrangères sur "l'exécution imminente de l'activiste nord américain des droits de l'homme Mumia Abu-Jamal et la politique du gouvernement belge concernant l'abolition de la peine de mort à l'étranger" (n° 2229)

De voorzitter : De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, ik zou willen spreken over het concrete geval van een Noord-Amerikaans burger, die in de jaren '80 ter dood werd veroordeeld en nu het risico loopt dat zijn straf wordt uitgevoerd. Naar aanleiding van dit dringende geval wil ik de Kamer vragen een uitspraak te doen over de toepassing van de doodstraf in het algemeen en in de Verenigde Staten in het bijzonder.

De Noord-Amerikaanse burger, Mumia Abu-Jamal - de Afrikaanse naam dateert uit de jaren '70 toen heel wat Amerikaanse zwarten hun naam lieten afrikaniseren omdat ze vonden dat hun Engelse naam te veel herinneringen opriep aan hun slavenbestaan - werd in 1981 door de rechtbank van Philadelphia ter dood veroordeeld voor de moord op een politieagent. Hij heeft tot op vandaag zijn onschuld staande gehouden en de herziening van zijn proces gevraagd. Op dit ogenblik zijn voor hem alle rechtsmiddelen in de Verenigde Staten uitgeput.

De gouverneur van de staat Pennsylvania, Thomas Ridge, heeft reeds in de pers verklaard dat hij het document betreffende de terechtstelling onmiddellijk zal ondertekenen van zodra het op zijn bureau ligt en dat hij het vonnis zal laten uitvoeren.

Op het ogenblik van de feiten was de betrokkene journalist en stond hij bekend voor zijn onderzoeksreportages over corruptie, omkoperij, racistisch geweld en drugshandel in het politiekorps van de stad Philadelphia.

Hij was eveneens medestichter van de Black Panthers. Toen vormde die beweging nog een politieke partij. Hij was ook voorzitter van de *Association of Black Journalists*. Omwille van zijn activiteiten werd hij jarenlang gevisieerd door de politie van de stad Philadelphia en door het FBI. Tijdens het proces bleek dat men hem nooit enige illegale vorm van politieke activiteit had kunnen ten laste leggen.

Het is een ingewikkelde zaak en ik beperk het relaas tot de belangrijkste punten.

De betrokkene werd zelf tijdens de rellen, waarbij de bewuste agent werd gedood, zwaar gewond maar pas als verdachte aangeduid toen de politie vaststelde bij zijn transport naar het ziekenhuis dat hij degene was die ze al jarenlang met een scheef oog bekeken omwille van zijn journalistieke activiteiten.

Vanaf dat ogenblik heeft het politiekorps al het mogelijke gedaan om hem in staat van beschuldiging te stellen. Enkele details zijn daarbij erg relevant. Onder meer werd vastgesteld dat de kogels die de oorzaak waren van de dood van de politieagent, niet compatibel waren met het wapen dat de betrokkene bij zich droeg. Dat wapen bleek hij zelfs niet eens gebruikt te hebben. Toch werd dit argument door de rechter niet in aanmerking genomen.

Eveneens is later gebleken dat verscheidene getuigenissen onder dwang werden afgelegd. Andere waren afkomstig van personen die nadien toegaven zelfs niet ter plaatse te zijn geweest.

Sommigen zeiden zonder schroom dat ze de getuigenis hadden afgelegd en ik citeer "because they hated niggers" en omdat "one of them has to pay anyway".

De rechter die het proces heeft voorgezeten, heeft bovendien het grootste deel van de getuigenissen ter verdediging geweerd.

Meermaals heeft hij de jury gewezen op de politieke activiteiten van de betrokkene alhoewel die voor de zaak zelf niet relevant waren.

Zijn zaak werd bovendien verdedigd door een advocaat pro Deo die later toegaf dat hij de zaak nooit grondig onderzocht. Dat feit werd door de betrokkene zelf tijdens het proces ook aangeklaagd. Maar de rechter reageerde daarop door hem voor het grootste deel van het proces uit de zaal te laten verwijderen. Hij kon zelfs zijn eigen proces niet bijwonen.

Jarenlang trachtte hij de herziening van zijn proces te verkrijgen. Totnogtoe is dit niet gelukt.

Op 10 december 1997, we maken een sprong van 16 jaar in de tijd, was het internationale mensenrechtendag. Toen werd aan de mensenrechtencommissie van de Verenigde Naties een document overhandigd dat was opgesteld door 23 mensenrechtenspecialisten uit Spanje, Zuid-Afrika, Frankrijk, Haiti, Egypte, Duitsland, Guyana en uit de Verenigde Staten zelf. Hun besluit was zonder meer dat de betrokken gerechtelijke en overheidsinstanties van de staat Pennsylvania de grondwettelijke rechten en de mensenrechten van de betrokkene hadden geschonden. De betrokken overheidsfunctionarissen moesten bovendien uit hun ambt worden ontzet en een internationaal onderzoek moest worden opgestart omtrent het gedrag van het politieapparaat in Philadelphia.

Dit onderzoek door deze commissie werd bijgewoond door Geronimo Pratt, eveneens een gewezen leider van de Black Panthers. Hij werd zelf, na meer dan twintig jaar in de cel te hebben doorgebracht, het jaar voordien vrijgesproken van moord op een politieagent. Zijn vrijspraak kwam er omdat de verdediging de hand had kunnen leggen op opnamebanden, illegaal afgeluisterd door het FBI. Hieruit bleek dat hij op het ogenblik van de feiten werd geschaduwd en hij zich bovendien in een andere Staat bevond !

Ook hij werd ondanks jarenlange schaduwpraktijken, nooit schuldig bevonden aan illegale politieke activiteiten.

Het FBI heeft, net als in de zaak Abu-Jamal, het bewijsmateriaal achtergehouden.

Men mag het aangehaalde geval niet als een alleenstaand feit beschouwen.

Vooraf in de jaren '60 en '70 werden tientallen leiders van politieke bewegingen, dikwijls emancipatiebewegingen voor zwarten en latijns-amerikanen, gevangen genomen op beschuldiging van feiten waar ze niet bij betrokken waren, met het doel henzelf of hun politieke bewegingen uit te schakelen. Daarbij werd steeds hetzelfde patroon gebruikt. Mensen werden opgepakt, organisaties werden uitgeput door de hele rechtsgang. In het beste geval werden de mensen na een of twee jaar vrijgesproken. In enkele gevallen werden ze tot levenslang veroordeeld en hier werd zelfs een terdoodveroordeling uitgesproken.

Het gedrag van het FBI is in de jaren '70 het onderwerp geweest van een onderzoekscommissie in het parlement van de Verenigde Staten, onder leiding

van Douglas Pike. Daaruit bleek inderdaad dat het FBI jarenlang politiek-destabiliserende activiteiten had uitgevoerd binnen al deze bewegingen.

Met dit rapport werd verder nooit iets concreet gedaan.

De rechtszaken die hiermee verband hielden, werden nooit heropend. Sommige mensen zitten nog steeds in de gevangenis.

Ik herinner eraan dat deze Kamer reeds in 1996 als eerste nationaal parlement een resolutie heeft aangenomen over een andere persoon, namelijk Leonard Peltier. Zijn geval is zeker niet uniek. Begrijp me niet verkeerd. Het doden van een politieagent is een zeer ernstige aangelegenheid. Terecht staan op zulke daden zeer zware straffen. In de Verenigde Staten worden inderdaad geregeld politieagenten tijdens hun dienst vermoord en worden de daders terecht zeer zwaar bestraft.

Anderzijds moeten dergelijke zaken, net zoals iedere andere zaak, aan de elementaire regels van het recht beantwoorden. In de zaak die vandaag wordt besproken, is dit overduidelijk niet het geval.

Ik wil een uitspraak uit 1976 aanhalen, die het gerechtshof in Zuid-Dakota deed. Toen werd de thesis van wettige zelfverdediging aanvaard die twee Indianen aanvoerden. Ze hadden toegegeven twee FBI-agenten te hebben doodgeschoten. Aangezien in die tijd geregeld mensen uit hun middens werden vermoord en de daders nooit vervolgd, werd aanvaard dat ze uit wettige zelfverdediging hadden gehandeld. Het is dus belangrijk de context van die tijd te begrijpen. Toen vonden zware confrontaties plaats tussen de politie en zwarten en indianen.

Op de hoorzitting van Amnesty International werd verwezen naar landen die op dit ogenblik te kampen hebben met problemen in verband met de toepassing van mensenrechten: Algerije, Centraal-Afrika, Turkije, maar ook de Verenigde Staten. Collega's hebben samen met mij kunnen vaststellen dat in de VS, toch een van de grootste en machtigste landen ter wereld en grootste bondgenoot van de NAVO, verdediger van de internationale mensenrechten in de wereld, een en ander fundamenteel misloopt.

Tot besluit, het volgende. In 1996 heeft België de doodstraf afgeschaft. Deze straf werd trouwens reeds tientallen jaren niet meer toegepast. België heeft zich nu aangesloten bij de landen die van oordeel zijn dat de doodstraf, los

van het feit of de betrokkene schuldig of onschuldig is, een onmenselijke daad is. Uiteraard bestaan er nog andere argumenten tegen de doodstraf, maar ze zijn van minder belang. Men heeft reeds lang vastgesteld dat het bestaan van de doodstraf geen enkele invloed heeft op bijvoorbeeld de zware criminaliteit. Zelfs indien het rechtsapparaat perfect zou functioneren - en in België kan men dit niet beweren - kunnen vergissingen nooit helemaal worden uitgesloten.

Amnesty International hield vorig jaar zijn congres in de Verenigde Staten. Een twintigtal Amerikaanse staatsburgers waren daarbij als getuige aanwezig. Zij brachten jaren door in de gevangenis, wachtend op de uitvoering van hun doodvonnis. Ze werden in de loop van de procedure uiteindelijk vrijgesproken.

Ik wil niet dieper ingaan op de mentaliteit van de Amerikaanse bevolking. Er wordt gezegd dat 70% voorstander zou zijn van de doodstraf. Maar bijvoorbeeld de slavernij, de officiële segregatie tussen de rassen, werden toch ook afgeschaft op een ogenblik dat de meerderheid van de bevolking daar nog achterstond? Voorts blijkt uit degelijke opiniepeilingen dat bij een goede informatie die voorziet in alternatieven, de steun voor de doodstraf aanzienlijk afneemt.

Ik hoop hierover tot een gemeenschappelijk standpunt te kunnen komen.

Graag had ik het standpunt van de minister vernomen, eerst en vooral wat betreft onze strijd voor de afschaffing van de doodstraf en verder zijn standpunt in dit concreet geval.

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken: Mijnheer de voorzitter, ik wil eerst enkele woorden zeggen over onze algemene politiek op dat vlak en vervolgens ingaan op de specifieke zaak die wordt aangebracht. Ik waardeer het pleidooi van de heer Vanoost en kan mij daarbij volkomen aansluiten. Ik meen dat hij pleit voor een groep van overtuigden. Dat neemt niet weg dat wij terzake een politiek moeten uitwerken en bevorderen.

De lidstaten van de Europese Unie hebben in mei 1998 een gemeenschappelijke gedragscode aangenomen om alle demarches met betrekking tot de afschaffing van de doodstraf op elkaar af te stemmen en wildgroei te voorkomen. Een gemeenschappelijke benadering heeft ons inziens overigens meer invloed.

Eenzijds worden de regeringen van landen waar de afschaffing van de doodstraf nog moet worden bepleit,

geregeld benaderd; anderzijds worden er bij iedere nieuwe terdoodveroordeling of bij een nakende executie, na kort overleg tussen de partners, systematisch stappen gedaan door het EU-voorzitterschap. Dat is een standaardprocedure die steeds wordt toegepast.

In april 1998 werd in de VN-commissie voor de Mensenrechten een resolutie met betrekking tot de doodstraf aangenomen. Deze resolutie werd mede door België gesteund. In deze resolutie worden de staten die het tweede facultatief protocol bij het Internationaal Verdrag over de Burgerrechten en de Politieke Rechten niet hebben geratificeerd, opgeroepen daartoe over te gaan. Dat Protocol werd onlangs geratificeerd door Kamer en Senaat.

De staten die de doodstraf nog steeds handhaven, worden in deze resolutie ertoe opgeroepen zich volkomen te conformeren aan de verplichtingen waartoe ze zich hebben verbonden krachtens het Internationaal Verdrag over de Burgerrechten en de Politieke Rechten en krachtens de Conventie betreffende de Rechten van het Kind. In bepaalde landen worden immers ook de kinderen niet ontzien.

Het gaat vooral om de verplichting de doodstraf enkel uit te spreken voor de meest ernstige misdrijven en niet tegen personen jonger dan achttien jaar of tegen zwangere vrouwen, de verplichting om het recht te verzekeren om gratie en strafvermindering te krijgen en om garanties te bieden voor de bescherming van de rechten van de persoon die kan worden onderworpen aan de doodstraf zoals vermeld in resolutie 1884/50 van de Economische en Sociale Raad. Deze resolutie spoort staten die de doodstraf nog niet hebben afgeschaft, ertoe aan om op progressieve wijze de inbreuken die kunnen leiden tot de doodstraf te beperken, om een moratorium in te stellen op executies en om inlichtingen met betrekking tot de toepassing van de doodstraf openbaar te maken, wat aansluit bij de problematiek van de *lege ferenda* en bij de bezorgdheid voor een klare bewijsvoering in rechtszaken die kunnen leiden tot het uitspreken van de doodstraf.

Wij volgen de zaak van Mumia Abu-Jamal geregeld op en worden daaraan overigens ook herinnerd door het parlement. Naar aanleiding van de vorige dreiging tot executie in 1994 werden er heel wat stappen gedaan; onder andere door onze ambassade in Washington werd een schriftelijk gratieverzoek bij de gouverneur van Pennsylvania ingediend. Een kopij van

dit verzoek werd tevens overhandigd aan de minister van Buitenlandse Zaken en aan de *Board of Pardon* van de staat Pennsylvania. Waarschijnlijk hebben de verenigde inspanningen van velen op dat ogenblik tot uitstel geleid.

In 1998 heeft de Europese Unie met de actieve steun van België twee nieuwe demarches bij de gouverneur onderzomen. Een EU-demarche heeft immers meer impact dan een nationale demarche, te meer daar drie vierden van de Amerikaanse publieke opinie volgens de bronnen van de vraagsteller nog steeds voor de doodstraf is gewonnen, tenminste *prima facie*. Als op de problematiek dieper wordt ingegaan, lopen de meningen wellicht meer uiteen.

Volgens de meest recente informatie waarover ik beschik, werd een nieuw beroep ingesteld tegen de doodstraf. Mocht dit beroep worden afgewezen, zoals de vraagsteller vreest, dan zullen wij net als in 1994 het hele procedureraderwerk opstarten.

Bij het voorstel van motie van aanbeveling hebben wij geen enkele opmerking. Wij kunnen daarmee perfect leven.

De voorzitter: De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer Lode Vanoost (ECOLO-AGALEV): Mijnheer de voorzitter, ik wens de minister erop te wijzen dat ik een alinea aan de oorspronkelijke tekst van de motie heb toegevoegd. Ik lees ze even voor: "Gezien de opmerkingen geformuleerd door Amnesty International tijdens de hoorzitting van de gemeenschappelijke vergadering van de Kamercommissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en van de Senaatscommissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden op 23 februari 1999, ...".

Minister Derycke: Ik heb dat opgemerkt. Dat is geen probleem.

De heer Lode Vanoost (ECOLO-AGALEV): Ik dank alle collega's die zich bij deze motie hebben aangesloten.

Ik dank de minister ervoor dat hij zowel de algemene problematiek als de specifieke zaak zelf op de voet volgt. Ik hoop dat het Belgisch Parlement een krachtig signaal zal geven aan de VS-autoriteiten opdat zij onze bezwaren ernstig zouden onderzoeken.

De voorzitter: Mevrouw Suzette Verhoeven heeft het woord.

Mevrouw Suzette Verhoeven (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik hoef hieraan niets meer toe te voegen. De heer

Vanoost heeft omstandig uitgelegd waarover het gaat. Hij heeft niet nagelaten te benadrukken dat een moord op een politieagent een zeer ernstig feit is. Ik vind elke moord overigens een zeer ernstig feit. Wie zei ook weer: "Qui sait tuer un homme, sait tuer un monde."?

Dat betekent echter nog niet dat moord met de dood moet worden bestraft. Wij blijven fervente tegenstanders van de doodstraf en onze fractie zal de motie dan ook steunen.

De voorzitter: Tot besluit van deze bespreking werd een motie van aanbeveling ingediend door de heren Lode Vanoost, André Schellens, Yvon Harmegnies, Jacques Lefevre, Hugo Van Dienderen, Alfons Borginon en Jan Eeman en mevrouw Suzette Verhoeven. Ze luidt als volgt:

"De Kamer, gehoord de interpellatie van de heer Lode Vanoost

en het antwoord van de minister van Buitenlandse Zaken, gezien het feit dat de Kamer in 1996 beslist heeft de doodstraf af te schaffen;

gezien het feit dat de Kamer in 1996 resoluties over Oost-Timor en Tibet heeft aangenomen waarin wordt bevestigd dat de mensenrechten een zaak zijn van de internationale gemeenschap en niet als een interne aangelegenheid van eender welke Staat kunnen worden beschouwd;

gezien de opmerkingen geformuleerd door Amnesty International tijdens een hoorzitting met de verenigde commissies voor de Buitenlandse Zaken van Kamer en Senaat op 23 februari 1999;

drukt zijn bezorgdheid uit over de toepassing van de doodstraf in verschillende landen waaronder de Verenigde Staten van Amerika, in het bijzonder over het nakende doodsvonnis van de heer Mumia Abu-Jamal in de Staat Pennsylvania;

vraagt de Belgische regering:

1. een verzoek om het doodsvonnis van de heer Mumia Abu-Jamal niet uit te voeren te richten tot de president van de Verenigde Staten en zijn minister van Justitie, tot het Congres en de gouverneur van de Staat Pennsylvania en tevens aan te dringen op een herziening van zijn proces;

2. dit verzoek tevens te richten tot de secretaris-generaal van de Verenigde Naties en tot de Mensenrechtencommissie van de Verenigde Naties;

3. dit verzoek tevens te richten tot de regeringsleiders en de voorzitters van de parlementen van de Lidstaten van de Europese Unie met het verzoek zich in dezelfde zin te willen uitspreken."

En conclusion de cette discussion, une motion de recommandation a été déposée par MM. Lode Vanoost, André Schellens, Yvon Harmegnies, Jacques Lefevre, Hugo Van Dienderen, Alfons Borginon et Jan Eeman et Mme Suzette Verhoeven. Elle est libellée comme suit:

"La Chambre, ayant entendu l'interpellation de M. Lode Vanoost

et la réponse du ministre des Affaires étrangères, vu que la Chambre a décidé en 1996 d'abolir la peine de mort;

vu que la Chambre a adopté en 1996 des résolutions sur le Timor oriental et le Tibet confirmant que les droits de l'homme concernent la communauté internationale et ne peuvent être considérés comme une affaire interne de quelque Etat que ce soit;

vu les observations formulées par Amnesty International lors d'une audition avec les commissions réunies des Affaires étrangères de la Chambre et du Senat, le 23 février 1999;

exprime sa préoccupation concernant l'application de la peine de mort dans plusieurs pays, parmi lesquels les Etats-Unis d'Amérique, et plus particulièrement concernant l'arrêt de mort imminent de M. Mumia Abu-Jamal dans l'Etat de Pennsylvanie;

invite le gouvernement belge:

1. à demander au président des Etats-Unis d'Amérique ainsi qu'à son ministre de la Justice, au Congrès et au gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie de ne pas exécuter l'arrêt de mort de M. Mumia Abu-Jamal et à demander instamment une révision du procès de celui-ci;

2. à adresser également cette demande au secrétaire général des Nations unies et à la Commission des Droits de l'homme des Nations unies;

3. à adresser également cette demande aux chefs de gouvernement et aux présidents des parlements des Etats membres de l'Union européenne pour les inviter à se prononcer dans le même sens."

Over de motie zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur la motion aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

Samengevoegde mondelinge vragen van:

- de heer Hugo Van Dienderen tot de minister van Buitenlandse Zaken over "de zaak Pinochet en het Internationaal Gerechtshof" (nr. 1959)

- de heer Jacques Lefevre tot de minister van Buitenlandse Zaken over "de zaak Pinochet en het Internationaal Gerechtshof" (nr. 1977)

Questions orales jointes de :

- M. Hugo Van Dienderen au ministre des Affaires étrangères sur "l'affaire Pinochet et la Cour internationale de Justice" (n° 1959)

- M. Jacques Lefevre au ministre des Affaires étrangères sur "l'affaire Pinochet et la Cour internationale de Justice" (n° 1977)

De **voorzitter** : De heer Hugo Van Dienderen heeft het woord.

De heer **Hugo Van Dienderen** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, enige tijd geleden heb ik de minister reeds ondervraagd over de zaak Pinochet. Hij heeft toen geantwoord dat het gerecht zijn werk zonder enige belemmering moet kunnen verrichten. Ik vind dat een prima standpunt.

Met mijn vraag wil ik alleen waarborgen krijgen opdat het gerecht en alleen het gerecht zijn werk zou kunnen verrichten en voorkomen dat andere consideransen dat werk zouden belemmeren.

Mijn voorstel kwam tot stand nadat ik samen met enkele andere parlementsleden, waaronder col. ga Lefevre, een gesprek heb gevoerd met vertegenwoordigers van de Chileense gemeenschap in België die van haar kant raad had ingewonnen bij experts in internationaal recht.

ULB-professor Eric David heeft hen een voorstel van tekst bezorgd, die ik ter illustratie aan de tekst van mijn vraag heb toegevoegd.

Gesuggereerd wordt dat België de kwestie van de eventuele immuniteit voor Pinochet bij het Internationaal Gerechtshof aanhangig zou maken en dat het Internationaal Gerechtshof, in afwachting van de behandeling ten gronde, aan Groot-Brittannië zou vragen Pinochet niet uit te leveren. Eric David argumenteert dat deze aangelegenheid niet toepassing van de statutaire bepalingen van het Internationaal Gerechtshof, meer bepaald van artikel 36, § 2, effectief aanhangig kan worden gemaakt.

Het gaat wel degelijk om een aangelegenheid van internationaal recht. De voorwaarde om zich hierop te beroepen is dat de twee betrokken landen, namelijk België en Groot-Brittannië, aanvaarden dat het Internationaal Gerechtshof uitspraak doet over die aangelegenheid. De professor

vermeldt de data waarop de twee betrokken landen bevestigen de rechtspraak van het Internationaal Gerechtshof te aanvaarden.

Voorts heeft hij het over de te volgen procedure. Er moet een bewarende maatregel worden genomen, met als gevolg dat Pinochet niet mag worden vrijgelaten vóór het Gerechtshof een definitieve uitspraak heeft gedaan over de vraag of de immuniteit van toepassing is. Indien het Internationaal Gerechtshof oordeelt dat dit niet het geval is, kan het gerecht zijn werk doen. Indien er echter wel sprake is van immuniteit, wordt het gerecht schaakmat gezet.

De professor merkt voorts op dat het beter zou zijn dat de regeringen van de vier landen waar een rechtszaak tegen Pinochet werd aangespannen, deze zaak samen aanklaarten bij het Internationaal Gerechtshof. Hierdoor zouden zij immers sterker staan. In dat geval moeten twee landen echter een voorafgaandelijke stap doen en de rechtspraak van het Hof expliciet erkennen.

Is België bereid gevolg te geven aan deze juridische suggestie van Eric David, die aan parlementsleden werd bezorgd door leden van de Chileense gemeenschap in België ? De Chileense gemeenschap is uiteraard rechtstreeks betrokken bij de zaak die in België tegen de gewezen dictator werd aangespannen.

Le **président** : La parole est à M. Jacques Lefevre.

M. **Jacques Lefevre**, président du groupe PSC : Monsieur le président, comme l'écrit le professeur David, tout Etat partie au statut de la Cour internationale de Justice de La Haye, peut saisir unilatéralement celle-ci d'une action contre un autre Etat, d'un différend d'ordre juridique ayant pour objet un point international - article 36 du statut de la Cour internationale de Justice.

Au sens de cet article, la Belgique considère-t-elle qu'il existe actuellement un différend juridique entre elle-même et le Royaume-Uni à propos du sort réservé à M. Pinochet au Royaume-Uni ? Personnellement, je ne le pense pas.

Par contre, si la Chambre des Lords juge que M. Pinochet doit bénéficier d'une immunité de juridiction du fait de son ancien statut de chef d'Etat et/ou que le gouvernement britannique l'autorise à retourner au Chili, la Belgique considérerait-elle alors qu'un tel différend existerait entre elle et le

Royaume-Uni ? Dans l'affirmative, la Belgique a-t-elle l'intention de poursuivre le règlement de ce différend devant la Cour internationale de Justice ?

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken : Mijnheer de voorzitter, ik dank de heren Van Dienderen en Lefevre voor hun vraag, die vanuit juridisch oogpunt bijzonder interessant is. Ik zal mij in mijn antwoorden dan ook richten op de technisch-juridische aspecten van de vraag en verontschuldigd mij hiervoor bij de andere leden.

Allereerst zal ik een korte stand van zaken geven van het dossier Pinochet. Het Britse Hogerhuis heeft zijn hoorzittingen beëindigd en dient zich eerlang uit te spreken over de onschendbaarheid van generaal Pinochet. Indien de onschendbaarheid van de generaal wordt erkend, kan hij onmiddellijk terugkeren naar Chili en zal hij hoogstwaarschijnlijk uit de handen van het Chileense gerecht blijven, ongeacht de argumentatie van de Chileense regering. Wordt zijn immuniteit niet erkend, dan krijgt de door Spanje ingestelde uitleveringsprocedure haar beloop.

Op 9 februari hebben mijn diensten mevrouw Sola Sierra ontvangen, die erop aandrong dat België zich preventief tot het Internationaal Gerechtshof in Den Haag zou wenden met het verzoek dat het Hof zich zou uitspreken over de kwestie van de immuniteit van de generaal. Dit moet gebeuren vóór het college van opperrechters binnen het Britse Hogerhuis tot een uitspraak komt. Dit verzoek is gebaseerd op een juridisch advies van professor David en vond weerklink in de pers van 10 februari 1999. Ik verwijs naar de berichten in *Le Soir* en *La Dernière Heure*. De laatstgenoemde krant heeft contact opgenomen met de persdienst van mijn departement met betrekking tot deze zaak.

Wat stelt professor David voor en welk gevolg moet er worden gegeven aan zijn advies ?

De Chileense delegatie verzoekt de Belgische regering een kentering in de internationale rechtsgeleerdheid inzake straffeloosheid te helpen teweegbrengen door een rechtshandeling die de schorsing tot gevolg heeft van elke uitspraak van het Britse Hogerhuis waarbij de immuniteit van Pinochet wordt erkend.

De gesprekspartners verwijzen naar de bovengenoemde nota en verklaren dat Frankrijk noch Spanje zich tot het

Internationaal Gerechtshof kunnen wenden omdat deze landen de bevoegdheid van het Hof niet hebben erkend krachtens een eenzijdige verklaring van erkenning. België en het Verenigd Koninkrijk hebben de bevoegdheid van het Hof wel erkend.

Professor David baseert zich op artikel 36 van het statuut van het Internationaal Gerechtshof in verband met de erkenning van de bevoegdheid *ratione personae* van het Hof. Daarnaast verklaart hij dat het Hof bevoegd is om voorlopige maatregelen te treffen krachtens artikel 41 van het bedoelde statuut.

Il va de soi que j'ai soumis l'avis du professeur David à la direction générale des affaires juridiques de mon département. Je vous sou mets son analyse.

Aux termes de l'article 36 du statut de la Cour internationale de Justice, la Cour est compétente pour trancher tout différend d'ordre juridique entre Etats, parties au statut, ayant pour objet un point de droit international. Cette compétence n'existe cependant *ratione personae* que si les deux Etats impliqués dans ce litige ont expressément reconnu sa compétence.

En l'espèce, la compétence *ratione personae* de la Cour ne pose pas de problème puisque tant la Belgique que le Royaume-Uni l'ont acceptée.

Le premier critère de compétence de la Cour ne paraît par contre pas satisfait actuellement. La Cour n'est compétente que pour se prononcer sur un différend entre Etats. Ce conflit entre Etats doit être extériorisé, la réclamation d'une des parties se heurtant à des thèses juridiques bien définies. Je cite ici Salmon et David, Droit des gens, tome III, page 518.

Or, à ce stade, il n'existe aucun différend d'ordre juridique entre la Belgique et le Royaume-Uni sur le traitement de la demande d'extradition introduite par notre pays.

En effet, on ne peut reprocher aux Britanniques d'avoir donné la préférence à la procédure d'extradition introduite par l'Espagne dès lors que ce choix a été opéré conformément à la Convention européenne d'extradition. La demande de l'Espagne était d'ailleurs antérieure à la nôtre.

A défaut de différend actuel, la Belgique ne saurait saisir la Cour internationale de Justice et, partant, lui demander d'indiquer les mesures conservatoires qui devraient être prises à titre provisoire.

La Belgique ne saurait davantage adresser une demande d'avis consultatif à la Cour sur la question. En effet, aux termes de l'article 96 de la Charte des Nations Unies et de l'article 65 du statut de la Cour internationale de Justice, seuls l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil de sécurité et, moyennant autorisation de l'Assemblée générale, les organes de l'ONU et les institutions spécialisées peuvent saisir la Cour d'une demande d'avis.

J'en arrive à présent à la dimension politique de cette question. Les excellentes relations que nous entretenons avec le Royaume-Uni ne me paraissent pas justifier une telle action contre ce pays. Quel que soit le verdict de la Cour, nous pouvons nous réjouir du fait que les règles de l'Etat de droit et le principe de la séparation intégrale des pouvoirs soient scrupuleusement respectés dans ce pays.

J'ajouterai qu'une telle action serait immanquablement perçue par l'opinion publique et par les médias britanniques comme une immixtion dans les affaires intérieures d'un pays ami. Nous porterions de ce fait atteinte au devoir d'objectivation de leur système judiciaire. C'est un risque, me semble-t-il, que nous ne pouvons courir politiquement dans ce cas précis. En outre, du fait de l'absence de différend actuel entre le Royaume-Uni et la Belgique, il nous reste peu d'espoir d'entamer cette procédure.

De voorzitter : De heer Hugo Van Dienderen heeft het woord.

De heer Hugo Van Dienderen (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord. Indien mogelijk zou ik graag de tekst van het antwoord ontvangen opdat ik hem aan de betrokkenen en aan professor David zou kunnen bezorgen. Hij kan dan op zijn beurt zijn bedenkingen formuleren.

Minister Derycke : Wij zullen de tekst aan alle leden van de commissie bezorgen. Het gaat hier immers om een belangrijk probleem.

De heer Hugo Van Dienderen (ECOLO-AGALEV) : Hoewel de minister toegeeft dat dit een belangrijke kwestie is, gaat hij niet in op de suggestie van professor David. Het gevaar bestaat dat Pinochet wordt uitgewezen en dat de straffeloosheid voortduurt. Nochtans hebben wij nu een unieke kans om een initiatief te nemen ten einde de gesel van de straffeloosheid af te remmen.

De minister verklaart dat lidstaten geen rechtstreeks advies kunnen vragen. Dit kan echter wel via de algemene

vergadering van de VN en via VN-instellingen. Aangezien België lid is van de algemene vergadering en van tal van VN-instellingen, kunnen wij ons afvragen of wij hiervan geen gebruik kunnen maken om het advies te vragen. Dit is niet enkel van belang voor de kwestie Pinochet, maar het zou een belangrijk precedent vormen in het internationaal recht inzake het al dan niet erkennen van de immuniteit van gewezen dictators. Zo heeft het Internationaal Gerechtshof op vraag van een aantal VN-instellingen een advies geformuleerd over de kernwapens. Hoewel de minister enigszins met mij van mening verschilt over de implicatie ervan, is hij het er wellicht mee eens dat het formuleren van dit advies van zeer groot belang is.

Ik twijfel er niet aan dat het Verenigd Koninkrijk elk initiatief vanwege België als een inmenging in de Britse aangelegenheden zou ervaren. Maar ik vind dat niet terecht. Inzake mensenrechten en democratie moeten de landen elkaar een inzage- en inspraakrecht geven. De kwaliteit van de democratie en van de mensenrechten zal daar wel bij varen.

Minister Derycke : Wij moeten trachten de positie van het Verenigd Koninkrijk te begrijpen. Wij zouden het er evenmin mee eens zijn indien een ander land de betrouwbaarheid van ons rechtssysteem in twijfel zou trekken en het advies van het Internationaal Gerechtshof zou inwinnen. Het Verenigd Koninkrijk heeft een veel oudere rechtstraditie dan wij. Bovendien is het een lidstaat van de Europese Unie. Wij moeten op dit vlak realistisch blijven.

De heer Hugo Van Dienderen (ECOLO-AGALEV) : Ik begrijp de argumenten van de minister. Toch denk ik dat wij het er niet zo moeilijk mee zouden hebben indien een ander land een dergelijk initiatief nam. Ik zou hiermee in elk geval geen moeilijkheden hebben. Ik ben immers een groot voorstander van de versterking van internationale rechtsinstellingen, zoals het Internationaal Strafbtribunaal en het Internationaal Gerechtshof van Den Haag. Ik betreur dat de bevoegdheid van deze instellingen nog steeds te beperkt is. In de verhoudingen tussen de individuen is ooit paal en perk gesteld aan de willekeur van de vorst. Ook in de verhoudingen tussen landen moet de willekeur worden gebannen.

Minister Derycke : Ik ben het daar uiteraard mee eens, maar ik wil wel opmerken dat indien alle landen dezelfde houding ten opzichte van het Internationaal Gerechtshof zouden hebben als België, de problemen vlug

zouden zijn opgelost. Momenteel ondervinden wij op dit vlak in New York echter zeer veel moeilijkheden.

De heer **Hugo Van Dienderen** (ECOLO-AGALEV): Ik ben positief over de houding van België in het Internationale Straftribunaal, maar België zou nog heel wat in het werk kunnen stellen om het gezag en het prestige van het Internationale Gerechtshof in Den Haag te versterken. Dat zou kunnen door hierover een advies te vragen. Maar als de Britten dan toch gerespecteerd moeten worden, zou deze zaak zeker de aanleiding moeten zijn om in de instellingen van de VN een algemene adviesvraag over deze aangelegenheid te formuleren.

Le **président**: La parole est à M. Jacques Lefevre.

M. **Jacques Lefevre** (PSC): Monsieur le président, je suis entièrement d'accord avec le ministre pour dire qu'il n'existe évidemment pas de différend juridique actuellement entre le Royaume-Uni et la Belgique et qu'il faut laisser la justice britannique jouer son rôle.

Ma deuxième question était toutefois la suivante: si M. Pinochet bénéficiait d'une immunité et qu'il était renvoyé au Chili, pourrait-on considérer dans ce cas qu'il existe un différend entre notre pays et la Grande-Bretagne?

M. **Derycke**, ministre: J'ai lu dans le livre que le professeur David a écrit avec le professeur Salmon qu'ils étaient d'un avis différent!

De **voorzitter**: Het incident is gesloten. L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Lode Vanoost aan de minister van Buitenlandse Zaken over "Fretilin-leider Xanana Gusmao en over de evolutie in Oost-Timor" (nr. 1973)

Question orale de M. Lode Vanoost au ministre des Affaires étrangères sur "le dirigeant du Fretilin Xanana Gusmao et sur l'évolution du Timor oriental" (n° 1973)

De **voorzitter**: De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLO-AGALEV): Mijnheer de voorzitter, de zaak van Oost-Timor ligt mij - en u - na aan het hart. In de Kamer werd hierover een resolutie goedgekeurd. Ik heb deze zaak op de voet gevolgd en heb gemerkt dat dit ook voor u geldt.

Er bereiken ons tegenstrijdige berichten. Enerzijds, werd Gusmao onder huisarrest geplaatst. Dat is een belangrijke stap voorwaarts. De Indonesische bezetters zijn bereid om over een verregaande vorm van autonomie te spreken. Het woord referendum wordt nog niet in de mond genomen hoewel het daarop eigenlijk neerkomt. Anderzijds, horen we ook verontrustende berichten. Indonesië zou het leger terugtrekken maar het conflict zou wel geparamilitariseerd worden volgens Latijn-Amerikaans model. De migrantenbevolking, afkomstig uit de andere delen van Indonesië, worden bewapend. Dit alles is minder positief. Internationale druk zou een dergelijke evolutie moeten voorkomen.

In november heb ik u, mijnheer de minister, hierover een schriftelijke vraag gesteld. U hebt hierop omstandig geantwoord en het antwoord getuigde van een degelijke inzet voor deze zaak. Enkele specifieke vragen werden volgens mij niet beantwoord. Ook vanuit Australië werd om extra informatie gevraagd. Waren er recent gesprekken met de Indonesische ambassadeur in Brussel? Heeft de Belgische ambassadeur Gusmao bezocht en wat werd er in dat geval besproken? Verschillende landen hebben hun ambassadeur naar Gusmao gestuurd, ook toen hij nog in gevangenschap zat. Heeft België zich reeds in unilateraal of in Europees verband uitgesproken over de beruchte paramilitarisering van het conflict? Op welke manier zal België in het kader van de beslissingen van de Europese Unie de Oost-Timorese en de Portugese onderhandelaars steunen door aan te dringen op resultaten bij de Indonesische autoriteiten? Ten slotte, heeft België aangedrongen op een onderzoek naar de slachting van november 1998 in het dorpje Alas, ongeveer tweehonderd kilometer ten zuiden van Dili.

De **voorzitter**: De minister heeft het woord.

Minister **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken: Mijnheer de voorzitter, gisteren hadden we een gesprek over Oost-Timor in de Raad van Algemene zaken. De situatie in Oost-Timor wordt op de voet gevolgd door de Europese Unie en niet alleen omdat Portugal er nauwe banden mee heeft. Ik zal de tekst van mijn antwoord bezorgen en geef nu enkele politieke beschouwingen.

In het verleden hebben we onze politiek altijd afgestemd op de Europese politiek. De besprekingen in New York waren hiervan het resultaat. We hebben sterk aangedrongen op een beter regime voor Gusmao; ook dit werd tot stand

gebracht. Onze ambassadeur kan er wat mij betreft naartoe gaan. De gedrevenheid van de heer Aras zal hem ertoe nopen dit snel te doen. We blijven aandringen op verder onderzoek naar mensenrechtenschendingen. We scharen ons volledig achter de Europese houding die gericht is op de realisatie van een democratische samenleving met democratische verkiezingen, op het herstel van de individuele en politieke vrijheden, op het bezweren van de economische crisis en op de noodzaak om talrijke sociale en etnische spanningen te ontzenuwen.

Europa zit met een lelijk kind op schoot. De Unie heeft lang met klem gepleit voor de verandering van de vreselijke situatie die er heerst. De dekolonisatie die er in het begin van de jaren zeventig onder impuls van de Verenigde Naties moest plaatsvinden, is mislukt door het vrij brutale optreden van de Indonesische overheid. Europa heeft hierin een specifieke verantwoordelijkheid. Het is belangrijk dat het vervolg goed verloopt. Maar alles loopt momenteel misschien te snel om de evolutie juist in te schatten. Men weet niet goed waarnaartoe met Oost-Timor. Er heersen hierover verschillende meningen. De evolutie in Aceh kan dit illustreren. De Indonesische overheid wijst de migratie als de oorzaak aan. Na de situatie met de Chinezen is er nu ook de toestand in Atsje met de katholieken. Het blijft dus niet langer beperkt tot het economische vlak maar wordt uitgebreid tot het etnische en het religieuze vlak. De toestand wordt bijzonder gevaarlijk. De Unie heeft enorm veel geld uitgetrokken om ervoor te zorgen dat de verkiezingen democratisch verlopen om zo te peilen naar de wensen van de Indonesische bevolking.

President Habibie verklaarde dat hij bereid is om met de bevolking te overleggen over verregaande autonomie, maar dat hij niet bereid is om onafhankelijkheid toe te kennen. Onafhankelijkheid voor Oost-Timor kan een sneeuwbaleffect teweegbrengen in de hele Indonesische archipel. Voorzichtigheid is dus geboden. We moeten nagaan wat de positie van Portugal en de Verenigde Naties is. Ook het standpunt van Australië is niet onbelangrijk. De eerlijkheid gebiedt ons te zeggen dat de rol van Australië op sommige momenten in de geschiedenis van Oost-Timor nogal dubieus te noemen was. Ik ga hier niet dieper op in omdat Australië een bevriende natie is.

Een tweede punt dat gisteren werd besproken had betrekking op de economische aanpak van die kwestie. De economische infrastructuur is helemaal kapot. Toerisme is een

Derycke

mogelijkheid, maar dan zou men zich te veel moeten richten op de Australische en Nieuw-Zeelandse markt.

Een andere vraag was wat we met Gusmao en het Fretilin moesten aanvangen. Het zijn in de eerste plaats verzetsleiders waarvoor we heel wat respect moeten opbrengen. De vraag is echter of zij de capaciteiten hebben om dat land sociaal en economisch te leiden. Een volgende vraag is dan of er misschien een vorm van "monitoring" moet worden georganiseerd. Ik tracht mij voorzichtig uit te drukken. Wie staat in voor die monitoring: de VN, de Europese Unie? De heer Gama heeft gisteren gezegd dat Portugal geen kandidaat is.

Tenslotte is er de vraag of de houding van Habibie een soort list is. Hoe betrouwbaar is hij en hoever kunnen we hem volgen? Als we hem niet volgen, doen we de kansen van Oost-Timor dan niet slinken? We moeten de zaak op de voet blijven volgen want ze zou misschien wel eens kunnen evolueren in een richting die door Europa niet was voorzien of gewenst. We worden geconfronteerd met een probleem en er wordt op Europa een beroep gedaan om met middelen over de brug te komen. Ik meen dat deze politieke aspecten het belangrijkste deel van mijn antwoord zijn.

De voorzitter: De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer Lode Vanoost (ECOLO-AGALEV): Mijnheer de voorzitter, het antwoord van de minister verheugt mij ten zeerste. Ik ben vooral blij dat de Belgische ambassadeur de heer Ramos-Horta binnenkort zal ontmoeten. De laatste keer dat ik hem heb gesproken was de heer Ramos-Horta zeer optimistisch. Ik deel zijn optimisme niet volledig, maar ik heb een ontzettend respect voor hem omdat hij jaren voor de zaak heeft gestreden.

De minister vroeg zich af of onafhankelijkheid of een vorm van federatie met Indonesië mogelijk is. Ik wijs hem er echter op dat uiteindelijk de Oost-Timorezen zelf hierover moeten beslissen.

Minister Derycke: Ja natuurlijk.

De heer Lode Vanoost (ECOLO-AGALEV): De minister wees er terecht op dat Australië de annexatie onmiddellijk heeft erkend. Nochtans is het ook jarenlang het gastland geweest van het buitenlands verzet. Het ene zal wel opwegen tegen het andere. De minister

had het over de capaciteiten van mensen als Gusmao. Ik gebruik liever het woord mogelijkheden. Ik hou er niet van om van hieruit vragen te stellen bij hun bekwaamheid.

Minister Derycke: Ik heb gewoon een opsomming gegeven van de problemen die gisteren werden besproken. Dat is niet noodzakelijk mijn persoonlijke mening.

De heer Lode Vanoost (ECOLO-AGALEV): Ik heb alleen een probleem met het woord "capaciteiten".

De voorzitter: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Lode Vanoost aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de mogelijke betrokkenheid van een in België gelegen bedrijf bij wapensmokkel naar Unita-rebellen in Angola via Zuid-Afrika" (nr. 1974)

Question orale de M. Lode Vanoost au ministre des Affaires étrangères sur "l'implication possible d'une entreprise située en Belgique dans un trafic d'armes au bénéfice des rebelles angolais de l'Unita via l'Afrique du Sud" (n° 1974)

De voorzitter: De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer Lode Vanoost (ECOLO-AGALEV): Mijnheer de voorzitter, ik verheug mij trouwens over de grote werkdruk van deze commissie en het bescheiden aandeel dat ik daarin heb.

Onder andere Amnesty International heeft mijn aandacht gevestigd op berichten die in de Zambiaanse pers zijn verschenen. Ik citeer: "Enkele vooraanstaande Zambiaanse politici zouden betrokken zijn bij de smokkel van wapens naar Unita-rebellen in Angola. Dit zou gebeuren met een of meerdere Boeings 707 met Zambiaans logo vanuit de luchthaven van Huambo in door het Unita gecontroleerd gebied". Dit probleem kennen we ook uit de perikelen rond de luchthaven van Oostende. De 707 die tussen Angola en Zambia pendelt, is eigendom van het bedrijf Greco Air dat in Zambia is gevestigd. De vliegtuigen worden echter ook gebruikt door Sea Green, een bedrijf dat in Oostende is gevestigd en vroeger reeds onderwerp van vragen aan de minister van Justitie was. Sea Green wordt geleid door Britten met een off-shore adres op de Kaaimaneilanden of iets dergelijks.

Greco Air en Sea Green worden echter geleid door dezelfde personen.

Het bovengenoemde vliegtuig vliegt geregeld tussen Oostende en Johannesburg, waarbij soms tussenlandingen worden gemaakt in Angola en Zambia. Dit is weer een typisch voorbeeld van de wijze waarop de illegale wapenhandel in Afrika gebruik maakt van nepbedrijven, postbusadressen en toestellen die in Afrika heen en weer vliegen en soms Europa aandoen. Dit laatste gebeurt vooral voor onderhoud. De bedrijfsverantwoordelijken wijzen er dan altijd op dat er geen verband is met de illegale wapenhandel.

Ik heb drie concrete vragen. Het bedrijf Sea Green wordt reeds enkele jaren verdacht van betrokkenheid bij de wapenhandel en er werden vroeger reeds vragen over gesteld aan de minister van Justitie. Heeft de minister informatie over een mogelijke betrokkenheid van dit bedrijf bij de illegale wapenhandel? Hebben de Zambiaanse overheden de minister over dit bedrijf informatie verstrekt of vragen gesteld? Heeft de minister van onze ambassades in Zambia, Angola of Zuid-Afrika informatie over de activiteiten van dit bedrijf gekregen?

De voorzitter: De minister heeft het woord.

De heer Derycke, minister van Buitenlandse Zaken: Mijnheer de voorzitter, volgens de inlichtingen waarover ik beschik, zou Sea Green in het verleden op de luchthaven van Oostende zijn gevestigd. Deze maatschappij heeft Oostende enkele jaren geleden echter verlaten. Of dit bedrijf ooit strafbare feiten heeft gepleegd, moet aan mijn collega bevoegd voor Justitie worden gevraagd. Misschien zou de heer Vanoost reeds iets hebben vernomen indien dit het geval zou zijn.

De Zambiaanse autoriteiten hebben noch onze ambassade in Harare, noch het departement benaderd aangaande Sea Green, Greco Air en de vermeende activiteiten. Toen ik de berichten uit de Zambiaanse pers vernam, heb ik onze vertegenwoordigingen in het buitenland de opdracht gegeven om na te gaan wat de waarde van deze berichten was. Als hierbij informatie wordt gevonden die van aard kan zijn een strafrechtelijk dossier te openen, zullen deze gegevens aan het departement van Justitie worden overhandigd.

Tenslotte wil ik nogmaals uiting geven over mijn bezorgdheid over de wapenhandel in Centraal-Afrika. Eind vorig jaar heb ik nogmaals een poging gedaan om een wapenembargo in te stellen, maar de Europese Unie is mij niet gevolgd.

De voorzitter : De heer Lode Vanoost heeft het woord.

De heer **Lode Vanoost** (ECOLOGALEV) : Mijnheer de voorzitter, ik wenste dit probleem even in zijn algemene context te plaatsen en te wijzen op het wetsvoorstel van de heer Van der Maelen, dat ertoe strekt het principe van de extraterritorialiteit in te voeren voor betrokkenen bij illegale wapenhandel. Ik wilde mijn bezorgdheid hierover uitspreken. Mensen uit Oostende meldden me dat de betrokken Boeing nog af en toe op de luchthaven van Oostende wordt gesignaleerd, maar dat er niet wordt geladen of gelost. De zaak moet dus nauwlettend in het oog worden gehouden.

De voorzitter : Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

Mondelinge vraag van mevrouw Suzette Verhoeven aan de minister van Buitenlandse Zaken over "de Linguaprojecten" (nr. 2000)

Question orale de Mme Suzette Verhoeven au ministre des Affaires étrangères sur "les projets 'Lingua'" (n° 2000)

De voorzitter : Mevrouw Suzette Verhoeven heeft het woord.

Mevrouw **Suzette Verhoeven** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, de Europese Unie wil via een veelheid van uitwisselingsprogramma's haar gedachtengoed dichterbij de burger brengen, maar de burger krijgt hierdoor wel een slecht beeld van haar werking. Ik verwijs naar de krantenberichten terzake. Het gaat om het Socratesprogramma, dat een uitwisseling inhoudt tussen leerlingen en leerkrachten. Een onderdeel hiervan is het programma Lingua C, waar bijna of pas afgestudeerde leerkrachten via deelname aan het uitwisselingsprogramma, in een of ander Europees land leservaring kunnen opdoen. De voorname opdracht van Lingua C bestaat erin het Europese gedachtengoed via de school te verspreiden en de bevolking op die manier hiervoor gevoelig te maken, wat door iedereen als een nobel doel wordt onderschreven.

Sinds een jaar werden verscheidene ex-Oostbloklanden in dit programma opgenomen. Vanuit het Vlaamse Lingua-agentschap dat in Brussel is gevestigd, werd een oproep gedaan tot de Vlaamse scholen teneinde die landen ook een kans te geven. Maar nu stuit men op grote moeilijkheden bij het verkrijgen van de nodige visa voor leerkrachten uit Oost-Europa.

Mijnheer de minister, bent u hiervan op de hoogte ? Kan daaraan een oplossing worden gegeven ? Kan de drempel voor die leerkrachten niet enigszins worden verlaagd ? Hoe verloopt die procedure in de andere lidstaten ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Derycke**, minister van Buitenlandse Zaken : Mijnheer de voorzitter, in ieder geval zijn we het eens met de goede bedoelingen van het programma Lingua C en Socrates. Expliciete klachten hieromtrent hebben we totnogtoe niet ontvangen, noch van de Europese Unie, noch van burgers, maar we zullen nu dubbel attent zijn. Ik sluit niet uit dat hier of daar vertraging werd opgelopen. De procedure is namelijk niet eenvoudig.

De wet van 1980 laat toe dat studenten die geen onderdaan zijn van een Europese lidstaat, in België studeren voor een periode langer dan drie maanden. In dat geval dienen ze een machtiging tot voorlopig verblijf te krijgen. Deze wordt afhankelijk gesteld van de voorlegging van een reeks documenten. De opsomming vindt u in artikel 58 van de wet. Deze documenten moeten worden voorgelegd aan de verantwoordelijken voor het programma Socrates zelf, alvorens toestemming wordt verleend. Meestal kennen we aan deze dossiers een spoedbehandeling toe omdat we weten dat het hier om studenten gaat. Zelfs aan de ambassades verlenen we toelating om visa ambtshalve af te leveren. Niettemin werden tegelijk ook drie remmen ingebouwd.

Ten eerste, wanneer het dossier niet volledig is, wordt verwezen naar artikel 58. Slechts na voorlegging van alle documenten kan de Europese Unie overgaan tot het toekennen van een beurs.

Ten tweede zijn we erg voorzichtig wanneer het onderdanen betreft uit Wit-Rusland, Oekraïne of Rusland zelf. U begrijpt waarom.

Ten derde, wanneer we moeilijkheden ondervinden met het bonafide karakter van de aanvraag, worden we verplicht een beroep te doen op de vreemdelingenpolitie die het dossier moet nagaan. Het duurt soms drie tot zes maanden alvorens we antwoord krijgen. In geval van twijfel blijft deze procedure noodzakelijk omdat we verantwoordelijkheid dragen ten aanzien van Vreemdelingenzaken. U kent de gevoeligheden van het immigratiedebat. Kandidaat-vluchtelingen doen zich vaak voor als student om nadien in ons land te kunnen blijven.

In verband met deze zaak zal ik nogmaals de betrokken ambassades herinneren aan hun verplichtingen. Mocht u beschikken over namen of dossiers dan kan dit helpen om na te gaan wat er juist aan de hand is. Dit kan ook voor ons zeer instructief zijn.

De voorzitter : Mevrouw Suzette Verhoeven heeft het woord.

Mevrouw **Suzette Verhoeven** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik twijfel niet aan de goede bedoelingen en ik begrijp de moeilijkheden van de immigratiepolitiek. Ik stelde deze vraag wel degelijk naar aanleiding van een concreet geval. Twee scholen ondervonden hier blijkbaar grote moeilijkheden, misschien zelfs nog steeds. Ze weten niet tot wie ze zich moeten richten en hadden het gevoel dat er andere problemen op het spel stonden dan louter administratieve verplichtingen.

Ik dank u voor uw aanbod en zal u de brief overhandigen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

- *La réunion publique de commission est levée à 16.10 heures.*

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 16.10 uur.*